



CONSEIL COMMUNAL  
DE SAINT-PREX  
COMMISSION DES FINANCES

Saint-Prex, le 19 juin 2023

Au Conseil communal de  
Saint-Prex

**Rapport de la Commission des finances concernant le préavis no 03/05.2023 – Adoption des comptes 2022**

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les conseillers,

Le règlement du Conseil communal adopté le 6 mai 2015 et approuvé par le Conseil d'Etat le 18 septembre de la même année stipule aux articles 41 et 97 que la Commission des finances est responsable de l'examen non seulement du budget, mais également des comptes. La commission de gestion quant à elle conserve la responsabilité de l'examen de la gestion proprement dite de la Commune. Enfin, la fiduciaire Price Waterhouse Coopers (PWC) en charge de la révision des comptes atteste la conformité des comptes annuels avec la loi et les règlements applicables.

La Commission des finances s'est réunie à trois reprises les 16 mai, 1<sup>er</sup> juin et 6 juin 2023. La séance du 16 mai s'est tenue en présence de Monsieur Stéphane Porzi, Syndic, de Monsieur Anthony Hennard, Municipal en charge des finances, de Monsieur Jan Von Overbeck, municipal, et de Monsieur Jean-Yves Thévoz, boursier. Ils ont répondu à nos diverses questions, en séance ou dans le cadre d'échanges de courriels, ce dont nous les remercions.

La Commission des Finances a pu siéger au complet le 6 juin et à 6 le 16 mai et le 1<sup>er</sup> juin, M. Haller étant excusé le 16 mai et M. Rodriguez le 1<sup>er</sup> juin.

Le rapport de la Municipalité, que chaque Conseillère et Conseiller a reçu, est très complet et apporte chaque année nombre d'informations aux conseillers. Comme l'année dernière, la Municipalité nous a transmis dans le cadre de la séance du 16 mai, le résultat de calculs de divers ratios nous permettant ainsi d'apprécier de manière plus précise la situation financière de la Commune qui reste positive.

**Quelques chiffres**

Les comptes annuels 2022 après amortissements ordinaires se soldent par un bénéfice de CHF 4.8 millions contre un résultat positif de CHF 6.9 millions en 2021, avant amortissements extraordinaires. Le budget prévoyait un bénéfice de CHF 154'000.

La marge d'autofinancement s'est élevée à CHF 6.9 millions, contre CHF 9.2 millions en 2021. Le budget prévoyait que cette marge s'élève à CHF 2.7 millions.

Pour rappel, l'exercice 2021 avait « bénéficié » de recettes supplémentaires (ou plus précisément de remboursements de charges) en lien avec l'exercice 2020 pour un montant total de CHF 2.6 millions.

Ainsi, en rétablissant la bonne délimitation des charges et des produits, nous avons expliqué dans notre rapport sur les comptes 2021 que, sans cette recette extraordinaire, les comptes annuels 2021 après amortissements ordinaires se seraient soldés par un bénéfice de CHF 4.4 millions et la marge d'autofinancement se serait élevée à CHF 6,6 millions.

Nous présentons donc ci-dessous le bénéfice et la marge d'autofinancement 2021, ajustés de ces remboursements, et ceux de 2022 comme suit :

En millions	2021	2021 ajusté	2022
Bénéfice	7	4.4	4.8
Marge d'autofinancement	9.2	6.6	6.9

Du point de vue des entrées fiscales et taxes, celles-ci se sont élevées à CHF 38.9 millions en 2022 contre 38.7 millions en 2021, soit une amélioration de CHF 220'000. Pour rappel l'augmentation de 4 points du taux d'imposition ordinaire et de 0,2°/oo du taux de l'impôt foncier ont pris effet à partir de l'exercice 2021 et il avait été estimé sur la base des comptes 2021 que ces augmentations avaient apporté à elles seules des recettes supplémentaires de CHF 2.2 millions. Ces recettes supplémentaires doivent être mises en regard de l'augmentation effective de la marge d'autofinancement 2022 de CHF 2.4 millions par rapport à 2020.

Une analyse plus détaillée de la répartition des recettes fiscales permet de constater que les recettes provenant des personnes physiques ont augmenté de près de CHF 1 million, alors que les recettes des personnes morales ont diminué de CHF 1.4 million.

La Commune a surtout bénéficié en 2022 d'un impôt extraordinaire sur les successions de CHF 1.8 millions en lien avec une succession ouverte en 2020. D'autres successions s'étant ajoutées à ce montant important, le poste 405 (Impôts sur les successions et donations) passe de CHF 330'000.- en 2021 à CHF 2.8 millions en 2022, soit une augmentation de près de CHF 2.5 millions. Si l'année 2021 a été particulièrement faible en matière d'impôt sur les successions et donations, la contribution importante de cet impôt au bénéfice de CHF 4.8 millions et à la marge d'autofinancement doit être soulignée.

De même il faut noter que les droits de mutation sont en baisse de 50% (- CHF 700'000.-). Il est toutefois trop tôt pour savoir si la période de hausse des taux qui a débuté en 2021 en est la cause.

Les comptes affectés ont à nouveau dégagé un bénéfice, de plus CHF 2.2 millions en 2022 (2021 : CHF 1.5 million). On rappelle toutefois que ces bénéfices ne sont pas à la libre disposition de la Commune.

Enfin, le patrimoine financier, a dégagé un autofinancement de CHF 1.3 million (CHF 1.4 en 2021).

Du côté des charges, le poste « Autorités et personnels » (code 30) est inférieur de CHF 7'410.- au budget mais supérieur aux comptes 2021 de CHF 316'542.-, soit un accroissement sur une année d'environ 5.75 % par rapport à 2021, après avoir subi un accroissement de 4,9% en 2021 par rapport à 2020.

Comme indiqué dans le préavis, le personnel communal était de 52.99 EPT fin 2022. Pour rappel il était de 52,63 EPT en 2021 et 49,45 EPT en 2020.

Quant au poste « Biens, services et marchandises » (code 31), le montant est inférieur au budget, ceci à hauteur de CHF 300'000.-. Ce poste augmente toutefois de 6.15 %, soit CHF 300'000.- par rapport à 2021.

A relever que ces augmentations ne s'expliquent pas par l'accroissement de la population qui est restée stable entre 2020 et 2022.

Les augmentations continues de ces deux postes, maîtrisés directement par la Commune, inquiètent la Commission des finances. Chaque année depuis 2017, elle a recommandé de se pencher sur cette question. Jusque-là, la Commune a pu faire face à ces charges supplémentaires grâce à une augmentation des entrées fiscales. Or, de l'avis de la Commission des finances, on ne peut établir un lien direct entre les deux. D'une part, durant ces deux dernières décennies, la valeur du point d'impôt a fortement augmenté alors que l'inflation est restée très faible jusqu'il y a peu de temps. D'autre part, depuis quelques années, le nombre d'habitants reste relativement stable.

En d'autres termes, s'il y a lieu de penser que la population ne va pas diminuer, c'est bien une éventuelle baisse de valeur du point d'impôt qui pourrait nécessiter de prendre des décisions dans l'urgence, ce qui n'est pas souhaitable. On pourrait opposer à ce scénario le fait qu'une baisse des rentrées fiscales devrait conduire à une baisse des charges liées à la péréquation et à la facture sociale. Ceci jouerait un rôle d'amortisseur des baisses fiscales éventuelles. Encore faut-il que l'éventuelle baisse de la valeur du point d'impôt ne soit pas généralisée dans le Canton pour des raisons conjoncturelles.

La Commission des finances est donc convaincue qu'il convient de se pencher sur ces deux postes en considérant, sans tabou, toutes les questions susceptibles de permettre une meilleure maîtrise des charges, ce d'autant plus que, comme nous l'évoquions déjà en mai 2022, nous sommes entrés dans une période inflationniste avec augmentation des taux d'intérêt, ce qui met la pression sur les salaires, d'une part, et les entrées fiscales, d'autre part.

Nous relevons que la Municipalité a profité du résultat dégagé en 2022 pour procéder à des amortissements extraordinaires à hauteur de CHF 4.9 millions. Ceci a été fait en soldant un certain nombre de préavis (collecteur de Taillecou, parking « Sous Crausaz », etc)

Du côté de la dette brute de notre Commune, celle-ci se situe à CHF 61.85 millions au 31 décembre 2022, en diminution de CHF 350'000.- par rapport au 31 décembre 2021, l'exercice 2021 ayant lui-même vu une diminution de CHF 5.3 millions par rapport au 31 décembre 2020 et l'exercice 2020 une diminution de CHF 8.1 millions par rapport à 2019, soit en tout CHF 14 millions de baisse sur 4 ans.

Si cette évolution est bien entendu positive, il faut toutefois noter que les investissements prévus pour ces prochaines années, laissent présager que la dette ne pourra vraisemblablement pas continuer à diminuer, à moins d'excellentes nouvelles du côté des entrées fiscales.

En période de hausse de taux, il est aussi important de prendre en compte la sensibilité des comptes communaux à la charge d'intérêt qui est d'environ CHF 600'000.- par pourcentage de hausse à niveau de dette constant.

Ceci étant précisé, le montant de la dette doit toujours être mis en regard avec notre patrimoine financier important ayant une valeur comptable de près de CHF 47 millions. Sous cet angle, la commission des finances juge donc cette dette raisonnable.

La Commission note enfin que le rapport de PWC, auditeur des comptes communaux, conclut à la conformité de ceux-ci avec le règlement et la loi applicables en la matière.

Toutefois, dans son rapport détaillé à la Municipalité, PWC formule, dans certains cas depuis plusieurs années, des recommandations dans le domaine important du Système de Contrôle Interne, certaines depuis plusieurs années (entre 2017 et 2021). La Commission des finances recommande à la Municipalité de prendre en compte ces recommandations en vue de l'audit des comptes 2023.

Le réviseur des comptes de la Commune constate en outre, dans certains cas depuis 2018 que dans le domaine informatique, certains points nécessitent une action de la part de la Commune dont notamment la mise en place d'un plan de reprise après sinistre informatique (par exemple suite à un hacking). Le rapport de PWC indique que ces points informatiques seront résolus durant le 3<sup>e</sup> trimestre 2023.

### **Piscine (poste 529)**

Les comptes indiquent un manque de recettes pour un montant total de CHF 140'000.-, essentiellement en raison des entrées insuffisantes provenant du public (CHF 365'000.- au lieu de CHF 500'000.- au budget), les recettes de l'ASISE n'étant inférieures que de CHF 5'000.- par rapport au budget.

La diminution des charges par rapport au budget n'a toutefois pas permis de compenser pleinement le manque de recettes. Le déficit de la piscine s'est donc élevé à CHF 411'000.- contre CHF 375'000.- au budget.

En prenant en compte la participation de la Commune à l'ASISE, le déficit de la piscine pris en charge par St-Prex en 2022 se monte ainsi à CHF 625'000.-, sans prendre en compte l'amortissement extraordinaire effectué initialement (soit 4.5 mios qui correspondent à CHF 150'000.- de charges d'amortissement en moins par an).

Dans la mesure où l'ère des taux négatifs est derrière nous, il est aussi utile de relever que cet investissement contribue bien entendu à l'endettement de la Commune et que si on y affectait une charge d'intérêt, le déficit serait encore augmenté d'environ 90'000.-, en prenant en compte un investissement net d'origine de 8.1 millions et le taux actuel moyen des emprunts communaux encore à 1,17% (un intérêt de 1,5 avait été pris en compte en 2018).

S'agissant de la première année de référence pour l'exploitation de la piscine, ceci en raison du COVID, la Commission des finances présente ici un comparatif par rapport aux chiffres ayant servi de base à la décision du Conseil communal prise en 2018.

Lors du vote sur la piscine, la charge nette totale pour St-Prex, était estimée à CHF 625'000. En suivant le même calcul présenté lors du vote, c'est-à-dire hors amortissement extraordinaire, il apparaît que la charge nette totale de la piscine en 2022 pour St-Prex s'élève à CHF 715'000.-, soit CHF 90'000 de différence ou 14%.

L'augmentation de la charge nette totale a pu être contenue grâce à une bonne maîtrise des charges générales (CHF 314'000 au lieu de CHF 400'000 selon le préavis de 2018) ainsi que des frais de nettoyage (CHF 90'000.- au lieu de CHF 100'000 selon la commission ad hoc en 2018), soit CHF 100'000 de moins que prévu en 2018. Ceci a permis de compenser partiellement le manque d'entrées publiques d'un montant de CHF 85'000 (CHF 365'000 en 2022 au lieu de 450'000 prévus dans le préavis de 2018, soit – 19%) et les charges de personnel en augmentation de CHF 147'000 (CHF 697'000 au lieu de 550'000 selon ce même préavis, soit + 26%).

### **Centre Sportif de Marcy**

Dans la mesure où le rapport de gestion de la Municipalité indique aux pages 19 et 20 que des frais d'entretien importants sont consentis chaque année pour cette infrastructure sportive et que le terrain synthétique devra apparemment être renouvelé d'ici deux ans, la Commission des finances a demandé des informations complémentaires. En effet, dans les comptes, seuls les frais de vestiaire et autres locaux apparaissent, ce qui n'est bien entendu pas l'essentiel des coûts mis en avant par la Municipalité dans son rapport.

Suite aux informations transmises, on peut, à ce stade, retenir que la charge financière nette liée à l'infrastructure sportive de Marcy est d'au-moins CHF 300'000 à laquelle doit s'ajouter, comme pour la piscine, les amortissements extraordinaires effectués ainsi que la charge d'intérêt théorique sur cette infrastructure.

Afin de permettre une meilleure compréhension des charges liées au Centre Sportif de Marcy, notamment en ce qui concerne les frais du personnel communal, la Commission des finances recommande que les montants liés à cette infrastructure fassent l'objet de la même présentation analytique que pour la piscine.

### **Défis à venir pour les comptes de Saint-Prex (bis repetita placent)**

Comme la Commission des finances le souligne chaque année, les coûts liés à la péréquation intercommunale et à la facture sociale sont hors du périmètre de contrôle de notre commune. Nous ne pouvons que les subir. S'il semble que les discussions entre les communes et le canton ont donné certains résultats, nous comprenons de nos discussions avec la Municipalité que cela ne va pas pour autant dégager d'importantes marges de manœuvre pour notre Commune.

Les dépenses liées aux associations intercommunales (ASISE, AJEMA, PRM) sont du ressort des conseils intercommunaux de ces groupements. La Commission des finances précédente a relevé dans son rapport sur les comptes 2020 que le contrôle en continu de ces dépenses n'était actuellement pas assuré par les Conseils communaux respectifs. L'actuelle Commission des finances s'en est entretenu avec la Municipalité en 2022. Celle-ci partage cet avis.

La Commission des finances va donc coordonner ses efforts en particulier avec les délégués de notre Conseil et/ou de la Municipalité, afin notamment de les appuyer lorsqu'il s'agit de préparer le vote du budget et des comptes de l'association intercommunale concernée. Une première rencontre aura lieu le 27 juin prochain avec les délégués au Conseil de PRM.

Comme évoqué en 2022, ces démarches visent à renforcer la gouvernance dans le sens des recommandations de la Cour des Comptes.

Enfin, nous revenons sur les charges maîtrisées par la Commune et insistons sur la nécessité de prendre des mesures en amont pour éviter d'être contraint de tailler dans le vif une fois le dos au mur.

\* \* \*

En considération de ce qui précède, nous vous invitons Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, à bien vouloir prendre les décisions suivantes :

#### LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- vu le préavis municipal
- vu les comptes communaux, arrêtés au 31 décembre 2022, accompagnés du rapport de la Municipalité
- entendu les rapports des commissions chargées de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

#### D E C I D E

1. d'approuver les comptes communaux pour l'exercice 2022 et le bilan, tels qu'ils sont présentés;
2. de prendre acte qu'un bonus global de CHF 523'006.- a été réalisé sur neuf comptes communaux d'investissements dont les travaux ou les acquisitions sont terminés;
3. d'accorder à la Municipalité un crédit complémentaire de CHF 61'696.- pour quatre comptes communaux d'investissement accusant un dépassement ;
4. de donner décharge à la Municipalité de sa gestion pour l'année 2022.

Pour la Commission des Finances



Nicolas Cottier, Pdt